

GT Égalité

15 juin 2018

Compte rendu



finances Solidaires



Alors que le dernier groupe de travail sur l'égalité professionnelle s'est tenu il y a 9 mois, non seulement les conditions de préparation étaient loin d'être idylliques : document de 300 pages fourni quelques jours avant, document découvert en séance, CHSCT ministériel en parallèle ; mais l'administration en la personne de Mme Orange-Louboutin nous a aussi annoncé qu'elle ne répondrait pas à toutes nos questions pourtant bien prévisibles pour certaines et donc anticipables. En effet, aucune réponse sur les moyens alloués à la politique ministérielle, les revendications des enquêtrices ou encore les règles de mobilité.

Encore une grande cause nationale limitée par l'absence de moyens !... et d'une réelle volonté !

Alors que **Solidaires Finances** attend un plan d'actions concret, l'administration se félicite de l'obtention de son label. Selon elle, il permet de suivre une méthodologie et de poser un diagnostic précis. Vu que ce n'est que « le début d'un travail », nous espérons désormais de vrais moyens.

Sur la communication, il s'agit bien de viser l'ensemble des agent.e.s peu importe la catégorie et la localisation et de centrer l'action sur les plus exposé.e.s à l'inégalité professionnelle. Pour autant, Bercy reconnaît que la communication permanente, bien que nécessaire, n'est pas suffisante, que les référent.e.s ne sont pas connu.e.s des agent.e.s et manquent de moyens pour remplir leurs missions.

Un plan d'actions autour de 5 axes :

◆ Conciliation vie professionnelle et vie privée.

Ce thème englobe le télétravail, la gestion du temps, le soutien aux aidants et les services de proximité. **Solidaires Finances** a rappelé que la conciliation vie privée/vie professionnelle n'est pas qu'une problématique des femmes : que tous les agent.e.s sont concerné.e.s et touché.e.s par les améliorations qu'il pourrait y avoir en la matière. Nous avons aussi rappelé que nous n'avons toujours pas de bilan complet des dix ans d'expériences de télétravail en Administration centrale.

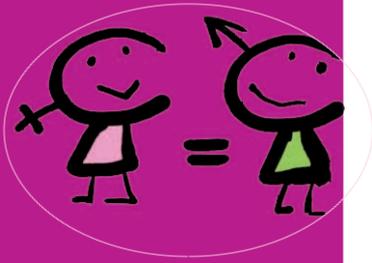
◆ Égalité salariale, carrière et mobilité.

Une réunion de travail devrait avoir lieu en septembre pour présenter les résultats du travail mené par la DGAFP sur les inégalités salariales entre les femmes et les hommes.

Solidaires Finances a redit que sur cette question, particulièrement, la seule réponse possible au rattrapage du gap est celle des moyens financiers dédiés.

Solidaires Finances s'est inquiété de cette insistance sur la mobilité alors que les dispositifs mis en place par l'administration ne donne toujours pas satisfaction.





◆ Mixité et stéréotype.

Le ministère souhaite travailler avec ses directions sur certains métiers genrés : surveillance à la douane, informatique à centrale et les géomètres à la DGFI. Très bien, mais qu'en est-il des métiers typiquement féminins ?

Les enquêtrices à l'INSEE, la filière sociale à centrale ?

S'attaquer au sujet des métiers genrés, ce n'est pas que la féminisation des filières masculines. C'est aussi revaloriser les filières féminines.

◆ Renforcer la gouvernance pour le déploiement de la politique.

Cet axe s'attache à réfléchir au rôle des référent.e.s égalité professionnelle et à comment les rendre plus visible, mais aussi au rôle de la nouvelle Division à la Diversité et à l'Égalité Professionnelle (DDEP) à Bercy qui souhaite aller à la rencontre des agent.e.s.

◆ Violences faites aux femmes

Solidaires Finances rappelle que bien trop souvent c'est la victime qui change de service alors qu'aucune sanction n'est prise envers l'agresseur.

De plus si le guide sur les violences sexistes est très complet sur la législation et les définitions, il est difficilement accessible et n'intègre toujours pas de mode d'emploi simple.

L'administration souhaite inclure le sujet des violences sexistes dans ses formations initiale. Du moins là où elle peut : qu'en sera-t-il pour ses écoles sous statuts d'établissement public comme à l'INSEE ?

Que dire de cette réunion ? Même si l'administration a déclaré qu'elle a bien pris note de nos « préoccupations » et nous donne rendez-vous à l'automne pour discuter du programme de travail, nous n'avons pas le sentiment qu'elle ait accordé plus d'attention que ça à nos revendications ???

Curieuse impression à l'issue de ce groupe de travail : à 9 mois d'intervalle nous nous retrouvons dans la même situation !

L'administration n'accepte de discuter que de ce dont elle a envie, de ce qui l'arrange et de préférence sur des « problématiques » de l'administration Centrale, donc principalement des préoccupations des cadres. La majorité des femmes agent.e.s des réseaux sont « souverainement » ignorées. Dès qu'il s'agit de faire réellement du concret le ministère atteindrait-il ses limites ? Nous ne sommes pas loin de le penser !

Une réunion très décevante au vu de notre déclaration liminaire et de nos attentes, mais l'administration, elle, pourra cocher une case supplémentaire dans la catégorie du monologue dit social !

L'égalité femmes/hommes vaut mieux que cela, un label ne fait pas tout ! La questions des moyens est donc bien centrale !